

19h Ruth Elkrief

Interview d'Emmanuel Macron

26 avril 2017 - BFMTV - en duplex depuis Arras

Ruth ELKRIEF : Bonsoir Emmanuel MACRON. Merci de nous accorder cette interview.

Emmanuel MACRON : Bonsoir à vous.

RE : Comment vous sentez-vous, ce soir ?

EM : Très bien. Très heureux d'être à Arras pour ce rassemblement. Dans quelques instants, je vais rejoindre, après une journée qui était active dans les Hauts-de-France...

RE : Alors, Marine LE PEN est arrivée, elle a fait une arrivée impromptue à Whirlpool, elle vous a provoqué en duel et vous avez dû vous y rendre ?

EM : Non, je ne présenterais pas les choses comme ça. Elle a essayé de venir de manière opportuniste à Amiens alors que j'y étais, j'avais prévu depuis plusieurs jours de m'y rendre. Mais vous savez elle a, à la fois sur la forme et sur le fond, dit qui elle était. Elle est venue faire des selfies sur un parking avec des militants. Elle n'a pas parlé du fond, elle n'a pas parlé du problème et elle est venue pour essayer en effet de provoquer, de profiter de la misère.

Moi, j'ai d'abord décidé de venir rencontrer l'intersyndicale de Whirlpool qui, depuis le début de l'année, est exemplaire de responsabilité parce qu'ils n'ont pas paralysé le site, parce qu'ils ont négocié, qu'ils ont essayé d'améliorer les choses.

RE : Emmanuel MACRON, vous ne regrettez pas de ne pas être venu avant? Avant le premier tour ?

EM : Non. Je m'en suis expliqué

RE : Vous vous êtes retrouvé finalement, alors que vous le dénonciez un peu, juché sur une scène à haranguer les foules ?

EM : Non, je vais aller au bout de mon raisonnement et de ce que j'ai fait. D'abord, j'ai rencontré pendant une heure et demie, dans une séance de travail, l'intersyndicale, ce que je devais faire. Et eux-mêmes m'ont dit "on souhaite que vous veniez, c'est plus efficace pour nous". Et je devais vérifier cela avec eux. Je me suis engagé à y aller, j'y suis allé. Ça a été chahuté, ça a été difficile. Mais je ne suis pas allé sur une camionnette en expliquant aux gens que j'allais changer leur avenir par des mesures formidables si j'étais élu. Je n'ai fait aucune démagogie. Je leur ai dit ce que je peux faire et ce que je ferai. Parce que la situation de Whirlpool a quelque chose d'inexplicable et d'intolérable, dans le sens où c'est un groupe qui fait des bénéfices et qui a décidé, de manière très brutale, de délocaliser un site. On peut faire des choses. Et donc, je leur ai dit "je défendrai votre plan social et le dialogue social pour que vous ayez des vraies indemnités ; je travaillerai sur le reclassement et surtout, sur la reprise du site", ce qui a été commencé. Et j'ai pris des engagements clairs. Je n'ai pas fait de promesses de campagne.

RE : Est-ce que les avez convaincus ? Parce que ces ouvriers, on les a vus, ils sont sceptiques, ils sont en souffrance. Pour certains, il y avait aussi des militants, des militants Front National et des militants proches de François RUFFIN et de Jean-Luc MÉLENCHON. C'est ceux-là que vous devez convaincre, c'est un travail de fond ?

EM : Oui, c'est un travail de fond. Ça consiste d'abord à aller sur le terrain et donc à aller se confronter. Parce que je pense qu'on ne peut pas aller convaincre si on reste calfeutré. Ensuite, ça consiste à aller au bout des arguments, c'est-à-dire expliquer vraiment ce qu'on fait, pourquoi on le fait. Ce que j'ai fait longuement aussi cet après-midi à leur contact pendant plus d'une heure.

RE : Vous les avez convaincus ?

EM : C'est eux qui peuvent le dire. Moi, j'ai vu des regards qui ont changé. En tout cas, le climat n'était pas le même en repartant. Maintenant, je pense que c'est un travail qui est exigeant, qu'il faut mener avec beaucoup d'humilité. Et enfin, il faut dénoncer les aberrations, c'est ce que je leur ai dit aussi. Il y avait un monsieur qui était là, qui était dans sa souffrance, son indignation. Son fils travaillait chez Procter & Gamble, qui est une autre entreprise d'Amiens, que je connais très bien, que j'ai plusieurs fois visitée et aidée. Je lui ai dit, "Procter & Gamble - votre fils, il travaillait dans une entreprise qui exporte hors de France 90% de ce qu'elle produit. Si vous suivez le programme de Mme LE PEN, c'est fini. Les 1000 salariés de Procter & Gamble, c'est terminé". Parce qu'aucune grande entreprise ne gardera un site productif européen en France, si on sort de l'Europe et de l'euro. Donc il faut expliquer, aux gens, les conséquences. Le programme du Front National est un programme qui n'est pas tenable. C'est un programme qui est plein d'aberrations, c'est un programme qui n'est pas responsable. Et donc, il faut aller au contact, là où il y a de la colère et de la souffrance sociale qui est le terreau du FN, pour, justement, aller expliquer et montrer qu'on peut faire des choses - ce que je vais aussi dire ici...

RE : Marine LE PEN, elle a été bien accueillie. J'ai entendu dire des ouvrières dire "elle est simple, elle nous parle, elle vient". Elle s'enracine dans ce milieu, elle apporte des réponses. En tout cas, elle pense le faire.

EM : Non, elle n'apporte pas de réponse. Ça, je vous le confirme. Mais elle ne vient pas, d'ailleurs, répondre au cœur du problème et du conflit, elle ne l'a pas fait, elle n'a pas cherché à le faire. Elle n'a pas été voir les salariés. Elle est arrivée sur le parking, il n'y avait pas un représentant des salariés. Ils étaient avec moi, dans une salle de réunion. Donc elle est dans la démagogie complète.

RE : Est-ce que ce n'est pas elle qui donne le tempo, quand même, de cette campagne ?

EM : Qui a décidé de venir à Amiens, aujourd'hui ? Qui a décidé de venir à Amiens ? Pourquoi étiez-vous à Amiens aujourd'hui ? Parce que je me déplaçais. Ce n'est pas elle. Elle a donc décidé de venir faire un coup de communication sur la situation sociale que nous connaissons. Mais c'est son style, elle peut continuer à le faire. Mais le tempo, c'est moi qui vais le donner, maintenant. C'est celui de l'exigence, de la conviction, c'est celui qui va consister à aller au cœur de territoires qui parfois hésitent, vacillent, qui sont en difficulté. Aujourd'hui les Hauts-de-France, demain la banlieue parisienne, après-demain la ruralité, et je vais aller dans chacun de ces territoires...

RE : Vous accélérez, vous avez peut-être donné le sentiment de démarrer trop doucement ce deuxième tour et même de penser que c'était facile ?

EM : Pardonnez-moi, moi, j'ai une habitude, c'est que j'analyse et j'agis. On peut décider de faire différemment, j'analyse et j'agis. J'ai analysé, j'ai consulté, j'ai travaillé et j'agis depuis hier. Donc c'est ce que je fais. Il y a quinze jours. Mais il y a surtout des années, à construire. Parce qu'aucune fausse promesse, aucune démagogie ne permettra durablement de relever le défi français. Notre pays est plein de fractures - c'est ce que je vais dire ce soir -, il est plein de divisions. Je veux être le président du rassemblement, de l'unité efficace, pas béate, efficace. Celle qui portera des actions de transformation, celle qui permettra de donner un cadre à cette colère, de l'entendre, de la considérer, mais de lui apporter des réponses concrètes.

RE : Pourquoi vous seriez plus efficace que d'autres et notamment François HOLLANDE, votre prédécesseur éventuel ?

EM : Parce que j'ai pris acte de cela et que j'ai construit ma candidature, mon projet, hors des ambiguïtés des partis existants. Le cœur de la démarche que j'ai portée depuis le début, c'est une démarche qui dit ce qu'elle est, sur l'Europe, sur la réforme économique et sociale, sur l'école, avec des vrais clivages, avec des désaccords profonds. J'ai dit ce que je porte très clairement, je n'ai pas cherché à faire des compromis avec l'aile, si je puis dire, la plus conservatrice de mon camp, contrairement et à la gauche et à la droite, depuis des années. Les Françaises et les Français m'ont mis en tête de ce premier tour. Maintenant, ma mission, c'est de rassembler autour de ce projet sans l'amoindrir, sans le diluer. Mais de rassembler de manière efficace pour demain pouvoir présider et gouverner.

RE : Ensemble, la France ! C'est votre affiche, la nouvelle, ça me rappelle la France unie de François MITTERRAND en 1988. C'est l'esprit ?

EM : L'esprit est différent parce que la période est différente, vous savez. Moi, je mesure la gravité et la lourdeur du moment. Il y a à la fois une formidable aspiration à l'espoir - sinon je ne serais pas là et le vote n'aurait pas été celui de dimanche dernier -, un optimisme et dans le même temps, ces colères, ces fractures et cette extrême gravité de la situation que nous vivons. Et collectivement - c'est ce que j'ai fait, cet après-midi, et je le redirai ce soir -, nous devons être à la hauteur du moment. C'est un moment de bascule du pays donc rien ne sera pareil, de toute façon, le lendemain du 7 mai. Rien. Et si je l'emporte, face à Marine LE PEN, le contexte de cette élection, les engagements que j'ai pris, le fait de gagner face à elle, m'obligera de toute façon à présider, à gouverner en ayant conscience de cela et des conditions de cette élection.

RE : Vous avez donné l'impression que vous pensiez que c'était facile. Vous avez conscience, aujourd'hui, que ce sera difficile, si vous gagnez ?

EM : Mais je n'ai jamais pensé que c'était facile. Vous savez, je me bats, moi, depuis le début, je n'ai jamais été l'héritier d'un grand parti ou de qui que ce soit. Ce n'est pas parce qu'on se réjouit, pendant quelques instants, du fait d'être en tête du suffrage des Français, alors qu'on vient du diable vauvert, comme auraient dit des commentateurs sportifs, il y a quelques années, qu'on est pour autant sans lucidité. Je l'ai dit dès dimanche soir, j'ai dit que j'avais une joie grave parce que je vois très bien le contexte dans lequel nous vivons et je vois l'état du pays.

RE : Cette semaine, donc, accélération aussi, de nouvelles rencontres, meetings. C'est votre première campagne, vous l'avez fait pour le premier tour, la campagne du deuxième tour... C'est votre première campagne de toute votre vie.

EM : Je vous le confirme, mais la situation est tellement inédite à plein d'égards que cela n'est pas si important. Le tout, c'est de faire une campagne sincère et de la porter. Et, je le dis souvent, d'être le maître des horloges et du ton.

RE : Ce n'est pas un peu arrogant, "le maître des horloges" ? La façon dont vous l'avez dit, la façon dont vous répondez, peut-être, à certains ?

EM : Non, ça veut dire que je ne cède pas à la tyrannie qui est parfois la tyrannie médiatique. Ce n'est pas de l'arrogance de tout vous céder, c'est de la force de caractère.

RE : C'est très à la mode de taper sur les médias.

EM : Je n'ai jamais laissé siffler les médias, mais pour autant, je n'ai jamais été non plus dans la connivence et, je l'ai dit, je ne serai pas, le jour d'après, le président omniprésent et qui subit le diktat médiatique. Et donc, je n'ai pas envie d'être un candidat de second tour qui subit non plus ce diktat. J'avance au rythme que je choisis, qui est le rythme de la campagne que je mène, du contact que j'ai avec les Français, de cette relation directe que je veux avoir avec eux et que je veux garder. Voilà, pas d'arrogance - c'est beaucoup d'humilité - mais c'est en même temps aussi une détermination dans le caractère. Mais si on n'en a pas, on ne fait pas ce que je fais.

RE : Vous avez donné l'impression d'avoir plus d'autorité peut-être, en vous énervant, en étant peut-être assez agacé par des remarques qui vous ont touché. Celles sur la Rotonde et sur la soirée de dimanche vous ont blessé et du coup, vous avez eu l'air d'être très agacé, je dirais un peu comme tous les candidats ou tous les hommes politiques qui sont fâchés quand on leur fait une critique.

EM : Non, moi, les critiques, on m'en fait depuis le début, parce que contrairement à ce que beaucoup disent, il suffit d'ouvrir les journaux : j'ai peut-être beaucoup fait de unes et autres mais depuis le début, j'ai des critiques. Et d'ailleurs les mêmes qui aujourd'hui me donnent des leçons sont ceux qui m'ont critiqué, n'ont jamais cru en mon succès. Mais ce que je vous suggère collectivement, si on veut être à la hauteur du moment, c'est de passer à autre chose et de regarder la vie des Français, les problèmes réels et les réponses qu'on y apporte ou pas. C'est de ça que nous devons parler.

RE : Qu'est-ce que vous avez ressenti quand vous êtes arrivé dans cette foule ? Vous avez eu peur ?

EM : Non, j'ai avancé, parce que ce sont des Françaises et des Français qui sont en colère, et je me suis simplement dit qu'aller à leur rencontre, aller leur parler, de manière très directe, aller leur dire ma part de vérité, c'était ce que je leur devais. C'est tout.

RE : J'ai une dernière question. Marine LE PEN a fait un communiqué, ce soir, pour dire qu'elle proposait une forme de nationalisation, de protection temporaire de l'entreprise avec participation de l'État si elle était élue.

EM : Oui, ça ressemble beaucoup à des engagements pris par le passé, par d'autres, qui n'ont pas été tenus. Bon courage. Mais je ne ferai jamais de la démagogie, je leur ai dit. Ce n'est pas la réponse. La réponse, c'est de trouver un vrai repreneur avec un projet industriel, l'État n'est pas industriel, l'État n'est pas quelqu'un qui produit des sèche-linge. Ce n'est pas la mission de l'État.

RE : Et vous l'excluez pour d'autres situations ?

EM : Je ne l'exclus pas quand il y a un projet industriel. La clé, c'est le projet industriel. J'ai moi-même pris des décisions de monter au capital de certaines entreprises par l'État - par exemple PSA - parce qu'il fallait accompagner un projet industriel pour l'automobile. En l'espèce, il faut un projet industriel pour le site de Whirlpool, c'est celui-ci qu'il faut conduire. Marine LE PEN montre qu'elle fait de la communication uniquement. Elle propose également de monter de 3 points la TVA sur des produits importés. Tout ça, c'est à vau-l'eau, tout ça n'est pas à la hauteur des problèmes du pays, tout ça est une mauvaise réplique haineuse de recettes déjà trop resservies. Je ne ferai pas cela.

RE : Vous n'avez pas peur de trop d'abstention ? On sent bien qu'il y a une consigne, en ce moment, sur le thème "le 7 mai, sans moi".

EM : Mais je le dis à toutes celles et ceux qui nous écoutent : moi, j'ai besoin de votre vote. Votre vote, ce n'est pas un chèque en blanc, ça ne veut pas dire "on trouve ça formidable", je le sais bien. Le cœur de l'adhésion, c'est à peu près 24%. Je pense que des gens peuvent se rallier, c'est la règle d'un second tour. Mais ne pas aller voter, aujourd'hui, c'est décider de donner de la force à Marine LE PEN. C'est tout. Moi, je considère qu'aller voter pour moi le 7 mai, ce n'est pas me donner les pleins pouvoirs, parce que nous avons des institutions, parce que je suis quelqu'un de lucide et parce que je veux rassembler autour de ce projet. Et je rassemblerai aussi pour faire monter des femmes et des hommes qui à la fois incarnent ce renouvellement et incarnent cet élargissement mais je pense que ne pas aller voter, c'est une responsabilité civique grave. Et j'invite vraiment chacune et chacun à regarder l'état du pays et à prendre ses responsabilités.

RE : On ne sait rien sur un futur gouvernement, si vous êtes élu. Est-ce que c'est normal ? Il faut en savoir plus, non ?

EM : Je pense qu'il faut d'abord se battre pour le deuxième tour. Vous ne pouvez pas me reprocher de ne pas assez me battre pour le deuxième tour pendant 48 heures pour me dire maintenant "il faut répondre sur le gouvernement". Donc on va se battre jusqu'à la dernière seconde sur ce deuxième tour de la présidentielle.

RE : Mais il est prêt, dans votre tête ?

EM : Si les choses n'étaient pas prêtes dans ma tête, il y a bien longtemps que je me serais arrêté.

RE : Merci beaucoup, Emmanuel MACRON.

EM : Merci à vous.

Le replay > youtu.be/0TzgprNiFL0